

# ASSEMBLÉE NATIONALE

6 février 2019

---

## ÉCOLE DE LA CONFIANCE - (N° 1629)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

## AMENDEMENT

N ° 359

présenté par

Mme Obono, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,  
 M. Larive, M. Mélenchon, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon,  
 Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

-----

## ARTICLE ADDITIONNEL

### APRÈS L'ARTICLE 24, insérer l'article suivant:

Dans un délai de deux mois à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport consacré à l'accessibilité des bâtiments pour les personnes en situation de handicap à usage scolaire et périscolaire, dont les internats et les zones consacrées aux activités périscolaires.

Ce rapport peut envisager la mise en œuvre d'un plan visant à transformer les espaces uniquement réservés aux personnes dites « valides », afin de les convertir en zones non excluantes pour les personnes - élèves, parents et personnels - en situation de handicap. »

## EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, nous affirmons la nécessaire mise en place d'un plan d'urgence pour rendre accessibles aux personnes en situation de handicap les zones périscolaires, notamment dans des activités proposées par l'école ou dans des internats.

En effet, le rejet des institutions publiques, des activités périscolaires et des commodités offertes aux personnes dites « valides », pour cause de handicap est d'une iniquité inouïe et est vécu comme une grande violence par les personnes en situation de handicap, par leurs familles, leurs proches. Il est bien entendu certain que toutes les situations de handicaps ne peuvent permettre un parcours considéré comme typique, ou une absence d'accompagnement.

Néanmoins, les familles et les personnes en situation de handicap sont dans une situation d'isolement qu'il est urgent de briser. Il est nécessaire de créer des espaces non exclusifs, pour les

élèves, les personnels, les parents en situation de handicap qui sont mis à la marge par un simple refus des institutions et des structures de se remettre en question.